

ARGUMENT

**CE DOCUMENT EST PROTÉGÉ PAR LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR
TEXTE PARU EN EXCLUSIVITÉ WEB – novembre 2011**

**Le mouvement « Occupons Montréal » :
Sous l'utopie, le politique**

Carl Bergeron

C'était beau, généreux, enlevé. Mais après les premières semaines de grâce, voici que l'utopie fait l'épreuve du réel. L'article de Pierre-André Normandin dans *La Presse* du 21 novembre (« Nuit d'enfer pour les indignés ») montre que le mouvement « Occupons Montréal » ne peut se fonder que sur les seuls sentiments, et que l'occupation d'un espace public sur une longue période, pour symbolique qu'elle soit, n'est pas sans poser des problèmes concrets qui peuvent venir à bout des meilleures volontés militantes.

On parle de bagarres, d'une piquerie improvisée, de menaces à la pointe d'un couteau et de menaces de mort. Pendant que des militants de la première heure, exaspérés, quittent le site, un noyau dur résiste et parle de sauver le mouvement en expulsant ceux qu'il qualifie désormais « d'indésirables ». Des itinérants dans un état douteux, plusieurs avec des problèmes de toxicomanie et de santé mentale, sont visés. Limités au départ à quelques-uns, l'hospitalité était possible, mais maintenant que leur nombre s'accroît et que la sécurité du groupe est compromise, c'est une autre affaire.

L'utopie repose sur la conviction qu'il est possible de vivre ensemble dans une égalité et une harmonie parfaites. Dans ses formes les plus radicales, elle prétend même que la loi et l'autorité sont illégitimes. « Si ce n'est plus sécuritaire, ce n'est plus acceptable. Il faut qu'on puisse jeter des gens dehors », dit aujourd'hui l'un des militants. Comme le ton et le propos ont changé ! Les beaux slogans du début en appelaient à l'inclusion et à la solidarité. Ils font place aux constats implacables sur la nécessité d'imposer une règle pour assurer la paix civile.

L'expérience du square Victoria, avec ses tentes dépareillées en plein centre-ville, son bric-à-brac, ses slogans, ses toilettes chimiques et ses tentatives d'autogestion, a quelque chose de complètement vain pour peu qu'on la regarde d'un œil lucide. Mais elle comporte aussi une part de sublime, qui a trait à la volonté de l'homme de réinventer la vie en commun. Cette volonté doit être saluée et cultivée, mais être mieux canalisée. Car n'est-il pas évocateur que le détour par l'utopie pour revivifier la société se retourne en définitive contre l'essence même du politique, sans lequel il n'y a pas de vie collective qui vaille ?

Les occupants sont en train de faire une expérience importante, mais sous une forme inattendue. S'ils ne sont peut-être pas en train de changer le monde, ils sont en train d'en approfondir la vérité immuable. La société est perfectible mais, parce que l'être humain qui la fonde est imparfait, elle ne saurait jamais être parfaite, tout à fait juste ou tout à fait harmonieuse. Des compromis doivent être faits pour rendre la vie en commun possible. Des perturbateurs doivent être exclus ou jugés. Les projets à long terme doivent être parfois délaissés pour les problèmes à court terme. Une autorité doit être instituée. Et ainsi de suite, jusqu'à l'atteinte d'un équilibre précaire, qui laissera forcément des parties satisfaites et d'autres insatisfaites.

L'utopie n'est pas le commencement du politique, mais sa négation. C'est au fond la nature

fondamentale du politique que les militants sont forcés aujourd'hui de reconnaître à leur modeste échelle. Les plus dogmatiques refuseront cet enseignement, rejetant la faute une fois de plus sur le « système », mais souhaitons que les plus intelligents en feront l'assise de leurs actions prochaines, qu'il faudra cette fois situer non pas dans l'utopie, mais au carrefour du réalisme et de l'idéalisme. Ce nécessaire compromis avec le réel pourrait les amener à rencontrer un écho dont ils n'ont pas idée.